

RÉFÉRENTIEL CONCERNANT LA PROTECTION DES MINEURS CONTRE LES VIOLENCES

Présentation de l'outil le 3 octobre 2017

Historique du référentiel

En 2011, ECPAT Luxembourg avec le soutien de l'Ombudscomité pour les Droits de l'Enfant et l'UNICEF, a lancé une plateforme contre l'abus et l'exploitation sexuels des enfants. La plateforme rassemble une vingtaine d'organisations et de particuliers, et a pour objectif le développement d'activités conjointes relatives à la protection des enfants contre l'abus et l'exploitation sexuels.

Cette plateforme a dressé plusieurs constats que le secteur ne cesse de rappeler : manque de ressources, mais également, et peut-être surtout, manque de reconnaissance de la problématique de la violence sexuelle contre les enfants : peu de chiffres globaux fiables (officiels et non officiels) et une impression générale que « ça n'existe pas à Luxembourg ». Et pourtant certains chiffres sont là : 20 cas de pédophilie condamnés en 2016 (chiffres du gouvernement). Ou le pourcentage de femmes âgées de 18 à 29 ans ayant déclaré avoir été victimes de violences sexuelles (relations sexuelles imposées, attouchements non désirés, obligation de poser nue et les faits d'exhibitionnisme de la part d'un adulte) avant l'âge de 15 ans est de 13%, soit une personne sur 8 (chiffres de l'UNICEF). Mais, plus simplement, lorsque l'on parle aux personnels de structures liées aux enfants on se rend compte de la réalité de cette violence.

La violence sexuelle contre les enfants est donc malheureusement présente dans notre pays et il faut bien le dire. Les médias doivent relayer cette information.

Lors de ses travaux, la plateforme a identifié dans un premier temps le besoin d'un outil qui apporterait aux organisations et établissements travaillant avec des enfants un appui en matière du développement de mesures renforçant la protection des mineurs contre les violences. En effet, une organisation qui est confronté à un cas grave de violence contre un enfant qu'elle accueille ou avec qui elle travaille, va réagir dans l'urgence si elle n'a pas les procédures en place pour y faire face. Il est donc primordial que toute organisation travaillant avec des enfants soit prête à les protéger et y réfléchisse en amont.

Ainsi, un groupe de travail restreint a été constitué pour assurer la coordination du projet et la rédaction du document. Ce groupe était composé des personnes suivantes dans un premier temps : Mme Hannah Bristow (ECPAT Luxembourg); Mme Marie-Josée Cremer (ALUPSE); Mme Ulla Peters (Université de Luxembourg, INSIDE); M. Gary Kneip (INDR / UEL / CLC) ; M. René Schlechter (Kanner Jugendtéléfon). Maître Sabine Delhaye (Avocate à la Cour) et Mme Claudia Hartmann-Hirsch (consultante indépendante) ont rejoint le groupe dans un deuxième temps.

Le présent référentiel est ainsi issu d'un travail de longue haleine pour prendre les avis et recommandations de tout le secteur de la protection de l'enfance, y compris les ministères concernés par la thématique.

Le référentiel

Ce référentiel est un outil dont le but est d'aider toute organisation ayant des contacts avec les mineurs à évaluer leur niveau de sensibilisation et à leur fournir des pistes en matière de protection des mineurs contre toute forme de violence, ainsi qu'en matière de stratégies de prévention.

Le référentiel a également pour but d'aider ces organisations à faire face aux obligations légales et éthiques ainsi que d'assurer que les mineurs qui leur sont confiés puissent évoluer en toute quiétude dans un environnement sûr.

Concrètement, il apporte des définitions des différents types de violences et de tout concept lié à cette problématique.

Et il présente ensuite un questionnaire que l'organisation complètera elle-même pour commencer une réflexion et une mise en place de procédures de protection des enfants qu'elle accueille ou avec qui elle travaille. Cette auto-évaluation est la base de l'échange et du réseautage entre et au sein même des organisations afin d'accroître la connaissance professionnelle sur cette thématique.

Utilisation du référentiel

Ce référentiel s'adresse aux organisations suivantes :

1. Ecoles : du précoce au secondaire ;
2. Hôpitaux, services médicaux, paramédicaux et socio-familiaux ;
3. Etablissements accueillant des mineurs : crèches, foyers de jour, maisons relais, maisons des jeunes ;
4. Foyers d'accueil et services de placement ;
5. Clubs de sport, de musique, de scouts ; et
6. Toute structure voulant renforcer ses principes de travail dans le sens de la présente auto-évaluation.

Ce référentiel se veut un outil de réflexion pour l'organisation qui veut s'améliorer. Il n'est pas un outil définitif et l'organisation doit se l'approprier et peut le transformer à son usage.

Les auteurs du référentiel sont conscients qu'il est un outil perfectible et ont déjà pensé aux pistes qui pourront l'améliorer encore.

Les organisations porteuses du projet

ALUPSE : <http://www.alupse.lu/fr/lassociation-alupse/>

ECPAT Luxembourg : <http://www.ecpat.lu>

ORK : <http://ork.lu/index.php/fr/>

Pour toute information sur le référentiel:

ECPAT Luxembourg

3, rue des Bains - BP 848

L-2018 Luxembourg

Tél.: (+352) 26 27 08 09

ecpat-luxembourg@ecpat.lu

www.ecpat.lu

Vous trouverez le référentiel à cette adresse :

<http://ecpat.lu/resources/publications/r%C3%A9f%C3%A9rentiel-concernant-la-protection-des-mineurs-contre-les-violences>